



PLENIERE DES 12 ET 13 DECEMBRE 2005 DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

*Intervention de Jean-Pierre Girod,
pour le groupe des élus Verts*

En tant qu'élus, les derniers événements dans les banlieues démontrent que nous devons dépasser les politiques de réparation ou de rattrapage pour se diriger vers une politique plus transversale afin d'assurer un nouveau développement humain en intégrant la préservation de l'environnement.

Dans notre approche de l'écologie politique, nous faisons en sorte de **privilégier le long terme dans les choix politiques** que nous devons faire :

- au niveau énergétique, grâce à plus d'économies d'énergie, au développement des énergies renouvelables et à la réalisation d'un bilan carbone, qui est indispensable pour que la Haute-Normandie remplissent les objectifs définis par le protocole de Kyoto ;
- au niveau social, formation, accompagnement dans les démarches d'insertion, d'orientation ;
- au niveau des transports en créant les conditions nécessaires pour une relance du ferroviaire (dynamiser le réseau existant, renouvellement du matériel, et rouvrir certaines lignes telles que Evreux-Rouen). Sans oublier le fluvial grâce à un soutien fort en faveur des infrastructures (écluses) et de la formation.
- Au niveau des entreprises pour qu'elles réduisent leurs rejets au-delà des normes (gaz à effets de serre, pollution de l'eau...).

L'exécutif du Conseil régional a déjà répondu à nos demandes, mais la situation actuelle n'exige-t-elle pas d'aller plus loin ? Ne faut-il pas créer une nouvelle dynamique pour inverser certaines tendances lourdes ?

La réponse est OUI mais nous devons collectivement passer à l'acte, et les élus Verts pensent que la réflexion autour du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire est certainement un moment privilégié.

La crise des banlieues, comme l'a souligné ma collègue, Véronique Bérégovoy, c'est le symbole de l'échec de la politique d'intégration et des donneurs de leçon. Nous devons mener des politiques d'aménagement du territoire, de cohésion sociale et d'environnement ; rénover radicalement.

Deux principes devront nous guider :

- **renforcer et adapter les services publics sur les territoires ;**
- **donner du sens à des projets solidaires de territoire ;**

L'écologie politique a parlé, dès la fin des années 70, d'un développement plus soutenable, plus harmonieux, porteur de valeurs respectueuses de la nature et de l'Homme.

Cela a commencé par une prise de conscience notamment du gâchis des ressources naturelles. Mais, cela a aussi consisté en une politisation des questions en introduisant les domaines scientifique et technique dans le monde politique.

La nouveauté a été d'introduire la notion de responsabilité individuelle.

Aujourd'hui, ce développement soutenable doit se substituer à la mondialisation ultra-libérale. Sinon, comment conduire une relance de la réflexion sur l'urbain, sur le mieux-vivre dans une cité ; comment redonner de l'espoir au monde rural sans développement local ; comment relancer une politique publique plus solidaire ?

Notre gros problème est de passer des mots aux actes. Le budget 2006 du Conseil régional démontre, Monsieur le Président, que cette approche de développement soutenable est déjà prise en compte dans la politique de formation, des lycées, de l'aménagement du territoire. Elle est renforcée dans l'économie avec, notamment, les éco et socio-conditionnalités et l'économie sociale et solidaire, dans les transports y compris dans l'approche du management par le personnel.

Avoir une approche politique, territorialisée, une démocratie participative, un devoir de cohérence de l'action publique, la Région peut faire entrer le développement soutenable dans les actes. Pour autant, la Région Haute-Normandie (ainsi que les communes et les départements) ont des ressources limitées et l'Etat doit relayer ces efforts à son niveau, et pas uniquement avec des discours.